

LES PARTIS PEINENT À SE RÉINVENTER

Les principales formations politiques francophones mènent une introspection en vue des prochaines élections. Pour tenter de répondre à la colère citoyenne. Un ravalement de façade, contraint et forcé, dont Le Vif/L'Express décode les cinq traits communs.

PAR OLIVIER MOUTON

le PS atteint des planchers historiques, le MR ne s'envole pas et même les deux vainqueurs, DÉFI et Ecolo, peinent à contrer l'explosion du PTB. Alors, dans la perspective des élections communales d'octobre 2018, avec le regard déjà projeté vers les législatives et régionales de 2019, tous viennent de clôturer une indispensable remise en question. Nouveaux manifestes, congrès de lancement, séances de réflexion... : un remue-ménages que l'on peut décoder à travers cinq traits communs. Le reflet d'une révolution en douceur. Dont rien ne dit qu'elle sera suffisante pour convaincre.

Ouverture

C'est devenu un leitmotiv dans toutes les formations : il faut s'ouvrir. A des idées nouvelles. A des candidats issus de la société civile. Voire à des coalitions inédites, si l'arithmétique électorale le permet. Le mot d'ordre est clair : face aux nouveaux défis de cette époque perturbée, il est vital de laisser tomber les tabous. Quitte à remettre en cause la structure même de partis appelés à devenir, tôt ou tard, des « mouvements ». En 2018, le scrutin communal servira de laboratoire : dans bien des cas, les partis

y abandonneront leur nom et leur logo. Benoît Lutgen, président du CDH, a lancé un appel clair en ce sens lors de son congrès. Ils seront nombreux, dans ses rangs, à agir en ce sens, de la ministre Marie-Martine Schyns (Herve) à la cheffe de groupe fédérale Catherine Fonck (Frameries). De tels essais se multiplient dans tous les partis. L'hyperactivité de Georges-Louis Bouchez (MR), qui espère faire tomber Elio Di Rupo (PS) à Mons, a été récompensée par une alliance avec un des pères fondateurs d'Ecolo, François Collette. Et si ces listes d'ouverture portent le label « citoyen », l'effet sera d'autant plus réussi. →

→ Structurellement, les partis peinent pourtant à concrétiser l'essai. Benoît Lutgen n'avait-il pas annoncé à ses troupes, il y a plus d'un an, que le CDH accueillerait de nouvelles têtes ? En interne, certains ont longtemps souri de ne rien voir venir, avant l'arrivée de la responsable étudiante Opaline Meunier, mi-octobre. Dans sa volonté de s'étendre en Wallonie, le DÉFI d'Olivier Maingain a, lui, attiré Renaud Duquesne (fils de l'ex-ministre libéral Antoine Duquesne) ou s'est allié avec le mouvement PourHuy (créé par feu l'ex-

PS Anne-Marie Lizin). On ne fait toutefois pas d'omelette sans casser des œufs : à Namur, les têtes de DÉFI ont démissionné après le parachutage d'un nouveau venu en tête de liste. Quant à la naissance d'un grand mouvement du centre, à la Macron, en Belgique francophone, elle reste improbable dans cette communauté très conservatrice. E-Change, créé par Jean-Michel Javaux (Ecolo) avec des personnalités de tous bords, n'en est encore qu'au stade des groupes de travail. Et craint comme la peste d'être associé à un futur parti – tout un symbole...

Malmenés de toutes parts, les partis traditionnels misent sur leur vitalité interne pour rebondir. Et mobilisent leur base. Quitte à neutraliser les frondes naissantes avec des pratiques staliniennes. Le manifeste du MR a été adopté après une consultation « inédite » au sein du parti, mais n'a guère fait de vagues (si ce n'est de la part des habitués "rebelles" comme Alain Destexhe) tant il était piloté par l'état-major. Celui du PS, découlant du Chantier des idées, a été approuvé « à la quasi-majorité » (dixit Di Rupo, soit 98,5 %), bien que des « camarades » aient regretté que le président cadenasse le processus, voire... qu'il soit toujours en poste. Mais pas question de sortir du rang, au risque d'être sanctionné (sournoisement, souvent). Les éléments de langage sont distribués par les QG. *Business as usual*. Au CDH, la décision présidentielle de tirer la prise des majorités wallonne (avec succès) et bruxelloise (en vain) a suscité des critiques au sujet d'un manque de débat de fond, émanant de figures historiques comme Joëlle Milquet et Josy Arens. Message entendu : Benoît Lutgen

a chargé le parlementaire François Desquesnes d'animer un groupe pour revoir l'organisation. Un proche, pour contrôler. Pas de révolution, une évolution.

Ce mot d'ordre s'accompagne d'un autre précepte, commun à tous les partis : il est urgent de « faire monter une nouvelle génération ». Histoire de calmer l'impatience de ceux qui aspirent à une responsabilité. Plusieurs ténors ont annoncé leur départ ou leur prise de distance, et non des moindres : Joëlle Milquet, Louis Michel, Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, Véronique Salvi... Une page se tourne. La nouvelle génération devra réparer les erreurs de ces aînés trop longtemps restés dans leur tour d'ivoire, tandis que certains profitaient du système pour s'enrichir. Forcément, la « bonne gouvernance » est devenue une priorité dans tous les partis. Mais les nouvelles règles en matière de cumul des fonctions induiront des difficultés à renouveler le personnel politique. Un paradoxe.

Long terme

Parmi les critiques récurrentes à l'égard des partis traditionnels, les experts et les milieux académiques pointent une absence de vision à long terme. On ne ferait plus, en Belgique plus qu'ailleurs, que de la politique à la petite semaine, avec le désir du buzz immédiat, les yeux rivés sur les prochains scrutins. Cette fois, plus d'excuse : les majorités avaient cinq ans pour gouverner. Et les partis autant pour se remettre en question. L'aggiornamento, au PS, a été rendu d'autant plus nécessaire que la tempête grondait : rejet dans l'opposition fédérale, retour des « affaires » en Wallonie et à Bruxelles, explosion an-

noncée d'un rival à gauche de la gauche... D'où un Chantier des idées qui a duré deux ans – et dont l'aboutissement a été reporté plusieurs fois par les scandales. « Vous imaginez que l'on n'avait plus vu ça depuis 1894 », clame le président Di Rupo. Depuis la charte de Quaregnon qui a créé le PS, en somme. Le résultat, ce sont 170 engagements qui sont autant d'objectifs pour le futur « à l'horizon de dix ou vingt ans ». Les propositions, les utopies parfois, comme un bonus social généralisé ou la semaine des quatre heures, seraient séquencées dans le temps. Un virage. Mais pas de révolution : le PS laisse cela au PTB.

Ecologie superstar

On retrouve aussi cette volonté de penser à long terme dans les axes de campagne du CDH : éducation, développement de l'entrepreneuriat... Le nouveau manifeste doctrinal du MR « Pour un libéralisme engagé » a cette intention également et reprend la thèse portée par les libéraux au gouvernement fédéral : c'est en développant l'économie et le travail que l'on sauvera la sécurité sociale pour les générations futures. Ecolo, pour sa part, est retourné aux racines de son engagement pour la transition écologique, plus que jamais partagé par les autres partis, dans les mots du moins. Bref, tous lèveraient enfin la tête du guidon. Pour dessiner la Belgique du futur. Mais sans effacer tous les doutes au sein de la population, loin de là.

Depuis un an et demi, trois anciens dirigeants d'entreprises publiques – Bernard Delvaux, Baudouin Meunier et Johnny Thijs – ont pris leur bâton de pèlerin pour

appeler précisément le monde politique à relancer la dynamique au départ de cette vision à long terme, concrétisée autour d'une série de « projets ». Ils ont rencontré des représentants de tous bords et ont multiplié les visites à des cabinets ministériels. Fort opportunément, les partis ont intégré partiellement cette approche. Le « pragmatisme » est à la mode, au même titre que le « bon sens citoyen ». Cela prend la forme, comme toujours, de propositions concrètes, de promesses souvent appelées à s'évanouir sous la contrainte d'un budget ou d'une coalition. Et de feuilles de route à transposer selon les réalités locales, pour 2018. « Notre marque : inspirer l'avenir, ouvrir des perspectives aux générations nouvelles, écouter, créer du lien, susciter le dialogue, renouer le fil, rassembler les gens », résume Benoît Lutgen.

Ce peut être, en somme, une prime au pouvoir en place. Le MR, singulièrement, mise sur un pragmatisme illustré par son expérience au fédéral. Une forme de label de bonne gestion, qui serait validé par les 150 000 emplois créés depuis l'avènement du gouvernement Michel, fin 2014. Une réussite « vendue » en oubliant opportunément les trous laissés dans le budget. Le pragmatisme consiste aussi à savoir communiquer en boucle un slogan. C'est une manière de démontrer l'utilité du monde politique à l'heure où les électeurs l'imaginent de plus en plus impuissant face aux dérives du monde globalisé.

Pivot

Mais la politique reste de la stratégie pour arriver au pouvoir. Qui prime parfois sur tout le reste. A cet égard, prévenir, c'est guérir. Car les sondages traduisent la

colère citoyenne en une progression des partis d'opposition : PTB, Ecolo et DéFI, bien que ce dernier soit au pouvoir à Bruxelles. Le PS perdrait définitivement sa position dominante, qui lui permettait de dicter le jeu francophone, comme ce fut encore le cas en 2014. CDH, DéFI et Ecolo savent qu'ils ont dès lors une belle carte à jouer pour servir d'appoint, voire être incontournables, en 2018 et 2019. Alors, on se pousse des coudes...

C'est à qui sera le « pivot » du paysage politique. Le CDH fait généralement la course en tête, dans cette catégorie, mais ses résultats inquiètent et les ponts sont pratiquement coupés avec le PS depuis la rupture de la majorité wallonne, l'été dernier. DéFI a le vent en poupe, mais il doit encore cicatriser une blessure profonde consécutive à la fin de la fédération avec le MR (le dialogue est mort, depuis

2011). Ecolo rêve dès lors de jouer un rôle central comme il vient de le prouver en invitant le 3 décembre des responsables du PS et du MR – mais pas du CDH... – à un « Eco-lab » consacré à l'allocation universelle. A gauche, cela phosphore aussi autour d'un rassemblement progressiste entre le PS, Ecolo et PTB. L'option est privilégiée par la FG TB, comme une alternative aux majorités de droite fédérale et wallonne. Mais les trois intéressés restent prudents.

Ne faut-il pas une recomposition pour répondre à la colère du peuple ? A vrai dire, on a surtout le sentiment pour l'instant que le désarroi prime. Et même les nouveaux partis citoyens nés à la suite des affaires et aux blocages francophones (En-Marche.be ou Oxygène) peinent à trouver audience. La politique se réinvente. Mais peut-elle encore enchanter ? ♦